

Annexe 1. Les accords commerciaux qui privatisent la biodiversité en dehors de l'OMC

Mise à jour de juin 2016

AFRIQUE & MOYEN-ORIENT

Association européenne de libre-échange¹

- **ALE AELE-Algérie | à l'étude**
- **ALE AELE-Égypte | 2007 | en application**

L'Égypte est obligée d'adhérer à l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et de devenir partie au Traité de Budapest avant 2011. Des brevets doivent être fournis dans « tous les domaines de la technologie » (« au moins » ceux qui rentrent dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC).²

- **ALE AELE-Conseil de coopération des États du Golfe (CCG)³ | 2009 | en application**

Le CCG doit conclure les négociations avec l'AELE sur une annexe contenant les dispositions sur la propriété intellectuelle avant janvier 2016.⁴

- **ALE AELE-Jordanie | 2001 | en application**

La Jordanie doit adhérer à l'UPOV et devenir partie au Traité de Budapest pour 2006. La Jordanie doit également garantir « une protection par brevets adéquate et effective pour les inventions dans tous les domaines de la technologie, à un niveau comparable à celui qui prévaut dans la Convention sur le brevet européen » qui permet le brevetage des plantes et des animaux transgéniques.⁵

- **ALE AELE-Liban | 2004 | en application**

Le Liban doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant 2008.⁶

- **ALE AELE-Maroc | 2000 | en application**

Le Maroc doit adhérer à l'UPOV et accéder au Traité de Budapest pour 2000. Le Maroc doit adhérer à l'UPOV et devenir partie au Traité de Budapest. Le Maroc doit aussi fournir une « protection par brevets adéquate et effective pour les inventions dans tous les domaines de la technologie à un niveau qui soit cohérent avec celui que la Convention sur le brevet européen » qui autorise le brevetage des plantes transgéniques et des animaux// des plantes et des animaux transgéniques.⁷

- **ALE AELE-Autorité palestinienne | 1998 | en application**

L'Autorité palestinienne doit appliquer les « normes internationales les plus strictes » pour la protection de la propriété intellectuelle.⁸

- **ALE AELE-Tunisie | 2004 | en application**

La Tunisie doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et devenir partie au traité de Budapest pour 2010. La Tunisie doit aussi faire de son mieux pour devenir partie à tous les traités relatifs à la protection de la propriété intellectuelle auxquels adhèrent les États de l'AELE.⁹

Union européenne

- **Accord de Cotonou | 2000 | en application**

Les parties reconnaissent la nécessité de garantir une protection adéquate et effective des brevets sur les obtentions végétales et les inventions biotechnologiques.¹⁰

- **ALE UE-Algérie | 2002 | en application**

L'Algérie doit adhérer à l'UPOV 1991 et l'appliquer, mais l'accession peut être remplacée par la mise en œuvre d'un système sui generis effectif si les deux parties sont d'accord.¹¹ L'Algérie doit devenir partie au Traité de Budapest.¹²

- **APE AELE-Afrique centrale¹³ | en cours de négociation**

Seul le Cameroun a signé et ratifié un APE provisoire qui établit une base de négociation sur les règlements et les droits de propriété intellectuelle.¹⁴ Ceux-ci sont censés s'inspirer de l'APE UE-Caraïbes.

- **APE UE-Communauté est-africaine¹⁵ | 2007 | paraphé**

Selon une clause de rendez-vous d'un APE cadre démarré/proposé en 2007 mais jamais signé, les États membres de la Communauté est-africaine (CEA) ont décidé de continuer à négocier les règlements sur la propriété intellectuelle.¹⁶ Ceux-ci sont censés s'inspirer de l'APE UE-Caraïbes.

- **APE UE-Afrique de l'Est et Afrique australe¹⁷ | 2009 | application provisoire**

Selon une clause de rendez-vous d'un APE provisoire signé en 2009 et appliqué de manière provisoire depuis 2012, Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe ont décidé de continuer à négocier les règlements sur la propriété intellectuelle.¹⁸ Ceux-ci sont censés s'inspirer de l'APE UE-Caraïbes.

- **ALE UE-Égypte | 2001 | conclu**

L'Égypte doit adhérer à l'UPOV et devenir partie au Traité de Budapest dans les cinq ans suivant l'entrée en application de l'accord.¹⁹ Cet accord doit être complété, après 2012, par un Accord de libre-échange approfondi et complet par lequel l'UE entend continuer à « harmoniser » les règlements de la propriété intellectuelle.²⁰

- **ALE UE-Conseil de coopération du Golfe (CCG) | en cours de négociation**

- **ALE UE-Iran | en cours de négociation**

- **ALE UE-Jordanie | 1997 | en application**

La Jordanie doit adhérer à l'UPOV et devenir partie au traité de Budapest avant 2007.²¹ Cet accord doit être complété, après 2012, par un Accord de libre-échange approfondi et complet par lequel l'UE entend continuer à « harmoniser » les règlements de la propriété intellectuelle.²²

- **ALE UE-Liban | 2002 | en application**

Le Liban doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant 2004.²³

- **ALE UE-Maroc | 2000 | en application**

Le Maroc doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et devenir partie au Traité de Budapest.²⁴ Cet accord doit être complété, après 2012, par un Accord de libre-échange approfondi et complet par lequel l'UE entend continuer à « harmoniser » les règlements de la propriété.²⁵

- **ALE UE-Autorité palestinienne | 1997 | en application**

L'Autorité palestinienne doit appliquer les « normes internationales les plus strictes » pour la protection de la propriété intellectuelle.²⁶

- **ALE UE-Afrique du Sud FTA | 1999 | en application**

L'Afrique du Sud doit garantir une protection adéquate et efficace des brevets sur les inventions biotechnologiques. L'Afrique du Sud doit aussi mettre en œuvre les « normes internationales les plus strictes » de protection des DPI et s'engager à aller au-delà des normes ADPIC de protection des DPI.²⁷

- **APE UE-Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)²⁸ | 2014 | signé**

Les États de la SADC « peuvent prévoir » de commencer des négociations avec l'UE sur la propriété intellectuelle à un stade ultérieur.²⁹

- **ALE UE-Syrie | 2004 | conclu**

La Syrie doit se conformer aux « normes internationales les plus strictes » sans se limiter à l'accord ADPIC. La Syrie doit aussi devenir partie au Traité de Budapest et à la Convention UPOV (1991) dans les cinq années suivant l'applicabilité de l'Annexe 6. Cependant la Syrie pourrait remplacer son accession à l'UPOV par la mise en place d'un système de protection des obtentions végétales « adéquat et effectif ».³⁰

- **ALE UE-Tunisie | 1998 | en application**

La Tunisie doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant 2002. La Tunisie doit aussi mettre en œuvre les « normes internationales les plus strictes de protection des DPI ».³¹ Cet accord doit être complété, après 2012, par un Accord de libre-échange approfondi et complet par lequel l'UE entend continuer à « harmoniser » les règlements de la propriété intellectuelle.³²

- **APE UE-Afrique de l'Ouest³³ EPA | 2014 | paraphé**

Selon une clause de rendez-vous d'un APE provisoire conclu en 2014, les parties ont décidé de poursuivre les négociations sur les règlements de la propriété intellectuelle, « notamment les savoirs traditionnels et les ressources génétiques. »³⁴ Ceux-ci sont censés s'inspirer de l'APE UE-Caraïbes.

États-Unis

- **Loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique (AGOA) | 2000 | en application**

Les avantages commerciaux accordés par les Américains aux 38 pays éligibles pour l'AGOA sont jugés de manière unilatérale en proportion de leur dépassement des normes ADPIC sur la protection des DPI.³⁵

- **ALE USA-Bahreïn | 2004 | en application**

Le Bahreïn doit adhérer à l'UPOV quand l'accord entre en application et devenir partie au Traité de Budapest dans l'année suivant l'entrée en application.³⁶

- **ALE USA-Jordanie | 2000 | en application**

La Jordanie doit appliquer et adhérer à l'UPOV dans l'année suivant l'entrée en application de l'accord et appliquer partiellement le Traité de Budapest. La Jordanie ne peut pas exclure les plantes ni les animaux du droit des brevets.³⁷

- **ALE USA-Maroc | 2004 | en application**

Le Maroc doit fournir des brevets sur les plantes et les animaux. Le Maroc doit aussi ratifier la Convention de l'UPOV (1991) et le traité de Budapest avant 2006.³⁸

- **ALE USA-Oman | 2006 | signé**

Oman doit avoir adhéré à l'UPOV (Acte de 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant l'entrée en application de l'ALE. S'il peut exclure les animaux (autres que les microorganismes) du droit sur les brevets, Oman est obligé d'accepter les brevets sur les plantes.³⁹

- **ALE USA- Union douanière d'Afrique australe⁴⁰ FTA | négociations suspendues**

(Les conditions « exhaustives » des dispositions relatives à la propriété intellectuelle ont été l'une des raisons de l'interruption des pourparlers en 2006. En 2008, les parties ont signé un Accord de coopération en matière de commerce et d'investissement censé assurer la poursuite des discussions).

- **ALE USA-Émirats arabes unis | négociations suspendues**

AMÉRIQUES

Association européenne de libre-échange

- **ALE AELE-Amérique centrale | 2013 | en application**

Le Costa Rica et le Panama doivent appliquer les conditions de l'UPOV (Acte de 1991 ou 1978, respectivement).⁴¹ Les négociations avec le Guatemala et le Honduras sont actuellement gelées.

- **ALE AELE-Chili | 2003 | en application**

Le Chili doit adhérer à la Convention de l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) avant 2007 et devenir partie au Traité de Budapest avant 2009.⁴²

- **ALE AELE-Colombie | 2008 | en application**

La Colombie doit adhérer à la Convention de l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant juillet 2011.⁴³

- **ALE AELE-Mexique | 2000 | en application**

Le Mexique doit adhérer à l'UPOV et devenir partie au Traité de Budapest avant 2002.⁴⁴

- **ALE AELE-Pérou | 2008 | en application**

Le Pérou doit adhérer à la Convention de l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et devenir partie au Traité de Budapest avant juillet 2011.⁴⁵

Union européenne

- **Accord de Cotonou | 2000 | en application**

Les parties reconnaissent la nécessité de garantir une protection adéquate et efficace des brevets sur les obtentions végétales et les inventions biotechnologiques.⁴⁶

- **ALE UE-Communauté andine des nations | 2012 | application provisoire**

La Colombie et le Pérou doivent appliquer l'UPOV 1991, y compris ce qu'on appelle le « privilège de l'agriculteur » (consistant à réutiliser des semences protégées tout en respectant les droits de l'obtenteur).⁴⁷ (L'extension de l'accord à la Bolivie et l'Équateur est actuellement en discussion).

- **APE UE-Caraïbes⁴⁸ | 2008 | en application**

Oblige les États caribéens à devenir partie au Traité de Budapest et à prévoir d'adhérer à l'UPOV (Acte de 1991). Engage les parties à continuer à développer la protection juridique des savoirs traditionnels et des ressources génétiques dans le cadre du droit des brevets.⁴⁹

- **ALE UE-Mercosur⁵⁰ FTA | en cours de négociation**

- **ALE UE-Mexique | 2000 | en application**

Le Mexique doit devenir partie au Traité de Budapest dans les trois années suivant l'entrée en vigueur de l'accord. Le Mexique doit aussi respecter les « normes internationales les plus strictes » de protection des DPI.⁵¹

- **ALE UE-USA (TTIP) | en cours de négociation**

Japon

- **ALE Japon-Chili | 2007 | en application**

Le Chili doit adhérer à l'UPOV (1991) avant 2009.⁵²

- **ALE Japon-Colombie | en cours de négociation**

États-Unis

- **Loi sur l'éradication de la drogue et la promotion du commerce andin | 2002 | en application**

Les avantages commerciaux accordés par les Américains à la Bolivie, l'Équateur, la Colombie et le Pérou sont jugés de manière unilatérale en proportion de leur dépassement des normes ADPIC sur la protection des DPI.⁵³

- **Zone de libre-échange des Amériques | négociations suspendues**

La position américaine dans les négociations était « aucune exclusion » du droit des brevets pour les plantes ou les animaux. Le texte des négociations contenait de nombreuses propositions pour mettre en œuvre l'UPOV, les brevets sur les plantes et les animaux et pour faire entrer les savoirs traditionnels dans des systèmes de DPI.⁵⁴ Le traité proposé a finalement échoué en 2005 suite à une forte mobilisation et d'importantes pressions sociales, en particulier sur ces questions.

- **Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) | 1994 | en application**

Le Mexique doit appliquer cet accord et adhérer à l'UPOV dans les deux années suivant son entrée en vigueur.⁵⁵

- **Accord de partenariat transpacifique (TPP)⁵⁶ | 2015 | signé**

Toutes les parties sont obligées d'adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et au Traité de Budapest. Les parties peuvent exclure du système de brevets les plantes et animaux autres que les microorganismes, mais chaque partie confirme que des brevets sont disponibles pour les inventions dérivées des plantes. De plus, les parties reconnaissent la pertinence des systèmes de propriété intellectuelle pour les savoirs traditionnels et encouragent la codification de ces savoirs dans des bases de données qui peuvent être utilisées pour évaluer les demandes de brevets.⁵⁷

- **Loi sur le partenariat commercial USA-Bassin des Caraïbes | 2000 | en application**

Les avantages commerciaux accordés par les Américains à 24 pays éligibles sont jugés de manière unilatérale en proportion de leur dépassement des normes ADPIC sur la protection des DPI.⁵⁸

- **ALE US-Chili FTA | 2003 | en application**

Le Chili doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et fournir des brevets sur toute invention dans tous les domaines de la technologie sans exception. « Chaque partie doit entreprendre des efforts raisonnables... pour développer et proposer une législation dans les 4 années suivant l'entrée en vigueur de cet Accord qui protège par un brevet les plantes qui sont nouvelles, impliquent une démarche inventive et sont susceptibles d'applications industrielles. »⁵⁹

- **ALE USA-Colombie | 2006 | en application**

La Colombie doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) avant 2008 ou au plus tard quand l'accord entre en vigueur et devenir partie au traité de Budapest. La Colombie doit également faire « tous les efforts raisonnables possibles » pour fournir des brevets sur les plantes. Elle ne peut pas, une fois engagée dans cette voie, revenir sur cette politique.⁶⁰

- **ALE USA-République dominicaine-Amérique centrale | 2004 | en application**

Le Costa Rica, la République dominicaine, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua doivent adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) ou fournir des brevets sur les plantes. Ceux qui ne fournissent pas de brevets sur les plantes au moment de l'entrée en vigueur de l'accord doivent faire « tous les efforts raisonnables possibles » pour le faire. Une fois engagés dans cette voie, ils doivent poursuivre cette politique.⁶¹

- **ALE USA-Équateur | négociations suspendues**
- **Accord USA-Équateur relatif aux DPI | 1993 | signé mais non appliqué**

L'Équateur doit se conformer à l'UPOV s'il n'accorde pas de brevets sur les obtentions végétales.⁶²

- **Accord US-Nicaragua relatif aux DPI | 1998 | en application**

Le Nicaragua doit adhérer à l'UPOV. Le Nicaragua ne peut exclure les plantes ou les animaux du droit des brevets.⁶³

- **ALE USA-Panama | 2006 | en application**

Le Panama doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) avant 2010 ou au plus tard quand l'accord entre en vigueur et devenir partie au Traité de Budapest. Le Panama doit aussi faire « tous les efforts raisonnables possibles » pour fournir des brevets sur les plantes. Une fois engagé dans cette voie, il ne peut pas revenir sur cette politique.⁶⁴

- **ALE USA-Pérou | 2005 | en application**

Le Pérou doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) avant 2008 ou au plus tard quand l'accord entre en vigueur et devenir partie au traité de Budapest. Le Pérou doit aussi faire « tous les efforts raisonnables possibles » pour fournir des brevets sur les plantes. Une fois engagé dans cette voie, il ne peut pas revenir sur cette politique.⁶⁵

- **Accord USA- Trinité et Tobago relatif aux DPI | 1994 | en application**

La Trinité-et-Tobago doit mettre en œuvre cet accord et faire de son mieux pour adhérer à l'UPOV.⁶⁶

ASIE-PACIFIQUE

Australie

- **Partenariat économique global régional (RCEP) | en cours de négociation**

Les derniers projets d'accord obtenus grâce à une fuite (octobre 2015) révèlent que le Japon et la Corée du Sud proposent que tous les membres du RCEP s'efforcent d'adhérer à l'UPOV 1991 et au traité de Budapest. L'Australie veut que tous les pays du RCEP soient obligés d'adhérer aux deux. En outre, les trois gouvernements demandent que les membres du RCEP adoptent au moins une législation sur les variétés végétales qui soit en cohérence avec l'UPOV 91.⁶⁷

Association européenne de libre-échange

- **ALE AELE-Chine | étude prête au lancement**
- **ALE AELE-Hong Kong | 2011 | en application**

Hong Kong doit appliquer les dispositions de l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) et du traité de Budapest.⁶⁸

- **ALE AELE-Inde | en cours de négociation**
- **ALE AELE Indonésie | en cours de négociation**
- **ALE AELE-Corée FTA | 2005 | signé**

La Corée est obligée de breveter végétaux et animaux.⁶⁹

- **ALE AELE-Malaisie | en cours de négociation**
- **ALE AELE-Philippines | 2016 | signé**

Les Philippines doivent appliquer les principales dispositions de l'UPOV 1991 et prévoir d'adhérer.⁷⁰

- **ALE AELE-Russie, Biélorussie et Kazakhstan FTA | en cours de négociation**
- **ALE AELE-Thaïlande | en cours de négociation (projet gelé)**

Union européenne

- **Accord de Cotonou | 2000 | en application**

Les parties reconnaissent la nécessité de garantir une protection adéquate et effective pour les variétés végétales et les inventions biotechnologiques.⁷¹

- **ALE UE-ASEAN ⁷² | en cours de négociation**
- **Accord de coopération UE-Bangladesh | 2001 | en application**

Le Bangladesh doit s'efforcer d'adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et de devenir partie au Traité de Budapest avant 2006.⁷³

- **ALE UE-Inde | en cours de négociation**

Des projets de négociations fuités montrent que les parties recherchent un accord sur la protection des variétés végétales qui corresponde à leurs lois nationales respectives.⁷⁴

- **Accord de commerce et de coopération UE-Corée | 2001 | en application**

La Corée doit s'efforcer d'adhérer aussi rapidement que possible à la Convention UPOV (Acte de 1991) et au Traité de Budapest.⁷⁵

- **ALE UE-Corée | 2011 | en application**

La Corée doit se conformer à l'UPOV (1991).⁷⁶

- **ALE UE-Malaisie | en cours de négociation**
- **APE UE-Pacifique⁷⁷ | en cours de négociation**
- **ALE UE-Singapour | 2013 | paraphé**

Les parties réaffirment leur attachement à l'UPOV 1991, y compris ce qu'on appelle le « privilège de l'agriculteur » (de réutiliser les semences protégées tout en respectant les droits de l'obtenteur).⁷⁸

- **Accord de coopération UE-Sri Lanka | 1995 | en application**

Le Sri Lanka doit respecter « les normes internationales les plus strictes pour la protection des DPI.⁷⁹

- **ALE UE-Thaïlande | en cours de négociation**
- **ALE UE-Vietnam | 2015 | conclu**

Le Vietnam doit appliquer les dispositions de l'UPOV (1991)⁸⁰

Japon

- **ALE Japon-Brunei | 2007 | en application**

Le Brunei doit s'efforcer de devenir partie à l'UPOV et au Traité de Budapest.⁸¹

- **ALE Japon-Malaisie | 2005 | en application**

La Malaisie doit « reconnaître l'importance de la protection des variétés végétales nouvelles d'une manière qui soit en cohérence avec le système harmonisé au niveau international. Dans ce but, [la Malaisie] doit garantir que les droits relatifs aux nouvelles variétés végétales sont protégés de manière adéquate. »

- **ALE Japon-Thaïlande | 2007 | en application**

La Thaïlande doit « reconnaître l'importance de la protection des nouvelles variétés végétales sur la base des normes internationales. Dans ce but, [la Thaïlande] doit garantir que les droits relatifs aux nouvelles variétés végétales soient protégés de manière adéquate. » En outre, la Thaïlande « doit garantir que les demandes [de brevets de la part du Japon] ne soient pas rejetées pour la seule et unique raison que l'objet de la demande est lié à un microorganisme existant. »

- **ALE Japon-Indonésie | 2007 | en application**

L'Indonésie doit appliquer les dispositions de l'UPOV (1991) et s'efforcer d'y adhérer.⁸⁴

- **ALE Japon-Vietnam | 2011 | en application**

Le Vietnam doit s'efforcer de fournir une protection de la propriété intellectuelle pour toutes les espèces de végétaux conformément à l'UPOV (1991).⁸⁵

- **Partenariat économique global régional (RCEP) | en cours de négociation**

Les derniers projets fuités (octobre 2015) révèlent que le Japon et la Corée du Sud proposent que tous les membres du RCEP s'efforcent d'adhérer à l'UPOV 1991 et au traité de Budapest. L'Australie veut que tous les pays du RCEP soient obligés d'adhérer aux deux. En outre, les trois gouvernements demandent que les membres du RCEP adoptent au moins une législation sur les variétés végétales qui soit en cohérence avec l'UPOV.⁸⁶

Corée du Sud

- **Partenariat économique global régional (RCEP) | en cours de négociation**

Les derniers projets fuités (octobre 2015) révèlent que le Japon et la Corée du Sud proposent que tous les membres du RCEP s'efforcent d'adhérer à l'UPOV 1991 et au traité de Budapest. L'Australie veut que tous les pays du RCEP soient obligés d'adhérer aux deux. En outre, les trois gouvernements demandent que les membres du RCEP adoptent au moins une législation sur les variétés végétales qui soit en cohérence avec l'UPOV 91.⁸⁷

Suisse

- **ALE Suisse-Chine | 2013 | en application**

La Chine, qui est membre de l'UPOV 1978, a accepté de mettre en œuvre bon nombre des dispositions de l'UPOV 1991, sans avoir à y adhérer. Ces dispositions concernent un élargissement de la protection pour l'obtenteur et la version très restrictive dans l'UPOV 1991 de ce qu'on appelle « le privilège de l'agriculteur ». ⁸⁸ De plus, la Chine

accepte d'allonger avant d'ici 2016 la liste des espèces pour lesquelles elle fournira une protection des variétés végétales.⁸⁹

- **Accord DPI Suisse-Vietnam | 1999 | en application**

Le Vietnam doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) avant 2002.⁹⁰

États-Unis

- **Accord de partenariat transpacifique (TPP) | 2015 | signé**

Toutes les parties sont obligées d'adhérer à l'UPOV (Acte de 1991) et au Traité de Budapest. Les parties peuvent exclure du système de brevets les plantes et animaux autres que les microorganismes, mais chaque partie confirme que des brevets sont disponibles pour les inventions dérivées des plantes. De plus, les parties reconnaissent la pertinence des systèmes de propriété intellectuelle pour les savoirs traditionnels et encouragent la codification de ces savoirs dans des bases de données qui peuvent être utilisées pour évaluer les demandes de brevets.⁹¹

- **Accord DPI USA-Cambodge | 1996 | en application**

Le Cambodge doit adhérer à l'UPOV.⁹²

- **ALE USA-Corée | 2007 | en application**

La Corée doit adhérer à l'UPOV (1991) ainsi qu'au Traité de Budapest et ne peut exclure les végétaux, les obtentions végétales ni les animaux de la protection des brevets.⁹³

- **Accord DPI USA-Corée | 1986 | en application**

La Corée doit adhérer au Traité de Budapest.⁹⁴

- **Accord commercial bilatéral (BTA) USA-Laos | 2003 | en application**

Le Laos doit adhérer à l'UPOV (Acte de 1978 ou 1991) «sans délai». Le Laos doit également fournir des brevets pour les inventions dans tous les domaines de la technologie, sans exception pour les végétaux ou les animaux.⁹⁵

- **ALE US-Malaisie | en cours de négociation**

- **Accord sur les relations commerciales USA-Mongolie | 1991 | en application**

Aucune exception pour les végétaux ou les animaux n'est autorisée par le droit des brevets.⁹⁶

- **ALE USA-Singapour | 2003 | en application**

Singapour doit adhérer à l'UPOV (1991) dans les six mois suivant la mise en application de l'accord ou avant la fin de 2003, au premier des deux termes échu Singapour doit aussi autoriser les brevets sur toutes les formes de végétaux et d'animaux («chaque partie ne peut exclure la brevetabilité d'inventions que selon les conditions définies dans les Articles 27.2 et 27.3(a) de l'Accord sur les ADPIC»)⁹⁷

- **Accord DPI USA-Sri Lanka | 1991 | en application**

Aucune exclusion du droit des brevets n'est autorisée.⁹⁸

- **ALE USA-Thaïlande | en cours de négociation**

- **Accord commercial bilatéral (BTA) USA-Vietnam | 2000 | en application**

Le Vietnam doit appliquer les dispositions de l'UPOV et faire de son mieux pour adhérer. Le Vietnam doit aussi fournir une protection par brevet pour toutes les formes de plantes et d'animaux qui ne sont pas des variétés, ainsi que sur les inventions qui comprennent plus d'une seule variété.⁹⁹

EUROPE

Association européenne de libre-échange

- **ALE AELE-Bosnie Herzégovine | 2013 | signé mais pas appliqué**

La Bosnie-Herzégovine doit adhérer à la Convention UPOV (Acte de 1991) avant la fin de 2013.¹⁰⁰

- **ALE AELE-Macédoine | 2000 | en application**

La Macédoine doit adhérer au Traité de Budapest avant 2001 et à la Convention UPOV avant 2002.¹⁰¹

- **ALE AELE-Monténégro | 2011 | en application**

Le Monténégro doit adhérer à la Convention UPOV (Acte de 1991) avant la fin de 2012.¹⁰²

- **ALE AELE-Serbie | 2009 | en application**

La Serbie doit adhérer à la Convention UPOV (Acte de 1991) avant la fin de 2010.¹⁰³

Union européenne

▪ ALE UE-Macédoine FTA | 2004 | en application

La Macédoine doit adhérer à la Convention UPOV (Acte de 1991) avant la fin de 2009.¹⁰⁴

▪ ALE UE-Moldavie FTA | 2014 | application provisoire

La Moldavie doit appliquer les dispositions de la Convention UPOV, en prenant en compte l'optionnel « privilège de l'agriculteur » (de réutiliser les semences protégées tout en respectant les droits de l'obteneur).¹⁰⁵

Notes:

1. Comprend l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein.
2. *EFTA-Egypt Free Trade Agreement*, 2007, Art 23, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/egypt> et Annexe V, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/egypt/Annexes%20and%20Protocols/EG-FTA-Annex-V-IPR.pdf>
3. Le Conseil de coopération des États du Golfe: Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis.
4. *Free trade agreement between the EFTA States and the Member States of the Co-operation Council for the Arab States of the Gulf*, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/gulf-cooperation-council-GCC/EFTA-GCC%20Free%20Trade%20Agreement.pdf> [Art 5.1.6]
5. *EFTA-Jordan Free Trade Agreement*, Art 17, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/jordan> et Annexe VI, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/Jordan/Record%20of%20Understanding%20Annexes%20and%20Protocols/Annex%20VI%20-%20Protection%20of%20intellectual%20property.pdf>
6. *Free Trade Agreement EFTA - Republic of Lebanon*, Annexe V, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/lebanon/annexes-rou-jd/87E615BD9EDD4DD1B59A294E3AFB0333.pdf>
7. *EFTA-Morocco Free Trade Agreement*. <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/morocco> [Art 16] et <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/morocco/annexes-protocols-rou-en/FA99C248F74340F788BB58280E315965.pdf> [Annexe V]
8. *Interim Agreement between the EFTA States and the PLO for the Benefit of the Palestinian Authority*. <http://www.efta.int/sites/default/files/documents/legal-texts/free-trade-relations/palestinian-authority/EFTA-Palestinian%20Authority%20Free%20Trade%20Agreement.pdf> [Art 15]
9. *Free Trade Agreement between the States of the European Free Trade Association and the Republic of Tunisia*, 17 décembre 2004, Annexe V. <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/tunisia/annexes-protocols-rou-en/49BED5B220AF4CCE805BBA44A79FBF95.pdf>
10. *Partnership Agreement between the African, Caribbean and Pacific States and the European Community and its Member States*, CE/TFN/GEN/23-OR, ACP/00/0371/00, 8.2.00. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=27 [Art 45]
11. *Euro-Mediterranean Agreement establishing an Association between the European Community and its Member States, of the one part, and the People's Democratic Republic of Algeria, of the other part - Annexes 1 to 6 and Protocols Nos 1 to 7*, Council of the European Union, Brussels, 12 avril 2002, 6786/02 ADD1 AL1, Annexe 6, Art 3 http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=413
12. *Ibid*, Annexe 6, Art 1.
13. Cameroun, Tchad, Congo, Guinée Equatoriale, Gabon et São Tomé et Príncipe
14. *Interim Agreement with a view to an Economic Partnership Agreement between the European Community and its Member States, of the one part, and the Central Africa Party, of the other part*, 15 janvier 2009, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=OJ:L:2009:057:FULL&from=EN> [Art 3 et Ch. 3]
15. Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Uganda
16. *Agreement Establishing a Framework for an Economic Partnership Agreement between the European Community and its Member States, on the one part, and the East African Community Partner States on the other part*, 2007, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2010/february/tradoc_145792.pdf [Art 37]
17. Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Madagascar, Malawi, Maurice, Seychelles, Soudan, Zambie et Zimbabwe
18. *Interim Agreement establishing a framework for an Economic Partnership Agreement between the Eastern and Southern Africa States, on the one part, and the European Community and its Member States, on the other part*, août 2009, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=OJ:L:2012:111:TOC> [Art 53]
19. *Proposal for a Council and Commission Decision on the conclusion of a Euro-Mediterranean Association Agreement between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Arab Republic of Egypt, of the other part*, COM (2001) 184 final, Official Journal

- of the European Communities C 304 E/2, 30 octobre 2001, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=408 [Art 37 et Annexe VI].
20. European Parliament resolution on the EU Trade and Investment Strategy for the Southern Mediterranean following the Arab Spring revolutions, 10 mai 2012, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52012IP0201&rid=33> [Para 30]
21. *Euro-Mediterranean Association Agreement establishing an Association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Hashemite Kingdom of Jordan, of the other part*, signé le 24 novembre 1997 et entré en vigueur le 1 mai 2002, Official Journal of the European Communities L 129, 2002, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=409 [Art 56 et annexe VII]
22. European Parliament resolution on the EU Trade and Investment Strategy for the Southern Mediterranean following the Arab Spring revolutions, 10 mai 2012, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2007/october/tradoc_136434.pdf [Para 30]
23. *Interim agreement on trade and trade-related matters between the European Community, of the one part, and the Republic of Lebanon, of the other part*, Official Journal of the European Communities L 262/2, 30 septembre 2002 http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=414 [Annexe 2.2]
24. *Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Kingdom of Morocco, of the other part*, Official Journal of the European Communities (OJ) L 070, 18 mars 2000, p. 0002-0204. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=415 [Annexe 7, Art 1]
25. European Parliament resolution on the EU Trade and Investment Strategy for the Southern Mediterranean following the Arab Spring revolutions, 10 mai 2012 http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2007/october/tradoc_136434.pdf [Para 30]
26. *Euro-Mediterranean Interim Association Agreement on trade and cooperation between the European Community, of the one part, and the Palestine Liberation Organization (PLO) for the benefit of the Palestinian Authority of the West Bank and the Gaza Strip, of the other part*, Official Journal L 187,16 juillet 1997, p. 0003-0135. <http://ec.europa.eu/world/agreements/prepareCreateTreatiesWorkspace/treatiesGeneralData.do?step=0&redirect=true&treatyId=254> [Title II, Art 33]
27. *Agreement on Trade, Development and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of South Africa, of the other part*, Official Journal L 311, 4 décembre 1999 p. 0003-0297. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=419 [Art 46]
28. La SADC comprend l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. Section 10, Articles 10-11 of the draft EU-SADC Economic Partnership Agreement, juin 2007, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=9719
29. *Economic Partnership Agreement between the European Union and its member states, of the one part, and the SADC EPA states, of the other part*, text agreed to and under legal scrub as of September 2014, http://www.bilaterals.org/IMG/pdf/sadc-eu_epa_consolidate_text_and_annexes_october_2015.pdf [Art 6.16]
30. Proposal for a Council Decision on the conclusion of a Euro-Mediterranean Association Agreement between the European Community and its Member States of the one part, and the Syrian Arab Republic, of the other part, COM (2004) 808 final, Brussels, 17 décembre 2004. [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52004PC0808\(01\)](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52004PC0808(01)) Article 72 et Annexe VI
31. *Euro-Mediterranean Agreement establishing an association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Republic of Tunisia, of the other part*, Official Journal L 097, 30 mars 1998 p. 0002-0183. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=418 [Annexe 7]
32. European Parliament resolution on the EU Trade and Investment Strategy for the Southern Mediterranean following the Arab Spring revolutions, 10 mai 2012, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:52012IP0201&rid=33> [Para 30]
33. Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.
34. Draft joint text after conclusion of negotiations by Senior Officials, February 2014, *Economic Partnership Agreement (EPA) between the West African States, ECOWAS and WAEMU, of the one part and the European Community and its Member States of the other part*, [Art 106.2]
35. *Trade and Development Act of 2000*. http://trade.gov/agoa/legislation/agoa_main_002118.pdf [Sec B.211.5.b.ii]
36. *US-Bahrain Free Trade Agreement*, 2004, <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/bahrain-fta> [Art 14.1.2 and 14.11]
37. *Agreement Between the United States of America and the Hashemite Kingdom of Jordan on the Establishment of a Free Trade Area*, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=248 [Art 4.1(b), Art 4.18, Art 4.21 et Art 4.29(b)].
38. *US-Morocco Free Trade Agreement*, 2004, <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/morocco-fta> [Art 15.9.2]
39. *US-Oman Free Trade Agreement*, 2006, <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/oman-fta> [Art 15.1.2 et Art 15.8.2]
40. Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Lesotho et Swaziland
41. *Free Trade Agreement between the EFTA States and the Central American States*, 24 juin 2013, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/central-america/annexes-en/annex-xix-ipr.pdf> [Annexe XIX, Art 2.2.d]. Si l'une des parties est déjà membre de l'UPOV 1978 et a décidé de ne pas adhérer çà l'UPOV 1991, elle peut appliquer l'UPOV 1978 selon les termes de l'ALE.
42. *EFTA-Chile Free Trade Agreement*, Article 46, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/chile> et Annexe XII, <http://www>.

- efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/chile/annexes/CL-FTA-Annex-XII%20-%20Intellectual%20Property%20Rights.pdf
43. *Free Trade Agreement between the Republic of Colombia and the EFTA States*, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/colombia/EFTA-Colombia%20Free%20Trade%20Agreement%20EN.pdf> [Art 6.4.2]
44. *EFTA-Mexico Free Trade Agreement*. <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/mexico> [Art 16] et <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/mexico/Record%20of%20Understanding%20Annexes%20and%20Protocols/Annex%20XXI%20-%20Protection%20of%20intellectual%20property.pdf> [Annexe XXI]
45. *Free Trade Agreement between the Republic of Peru and the EFTA States* <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/peru> [Ch. 6, Art. 6.4.2]
46. *Partnership Agreement between the African, Caribbean and Pacific States and the European Community and its Member States*, CE/TFN/GEN/23-OR, ACP/00/0371/00, 8.2.00. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=27 [Art 45]
47. *Trade agreement between the European Union and its member states, of the one part, and Colombia and Peru, of the other part*, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=OJ%3AL%3A2012%3A354%3ATOC> [Sec 7, Art 232]
48. Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, B elize, République dominicaine, Grenade, Guyane, Ha iti, Jama ique, Montserrat, Saint Lucia, Saint Kitts-et Nevis, Saint Vincent-et-les Grenadines, Surinam et Trinité-et-Tobago.
49. *Economic Partnership Agreement between the CARIFORUM states, of the one part, and the European Community and its member states, of the other part*, paraphé le 16 décembre 2007 et sign e le 15 octobre 2008. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=10956
50. March e commun sud-américain (Mercosur) : Argentine, Br esil, Paraguay, Uruguay et Venezuela.
51. *Economic Partnership, Political Coordination and Cooperation Agreement between the European Community and its Member States, of the one part, and the United Mexican States, of the other part*, Official Journal L 276/45, 28 octobre 2000. <https://eulacfoundation.org/en/content/economic-partnership-political-coordination-and-cooperation-agreement-between-european> [Art 12.1]. [Art 12.1]. Decision No 1/-- of the Joint Council. http://www.sice.oas.org/Trade/mex_eu/english/index_e.asp [Titre IV, Art 36.2 et 36.4].
52. *Agreement between Japan and the Republic of Chile for an Economic Strategic Partnership*, March 2007, <http://www.mofa.go.jp/region/latin/chile/joint0703/agreement.pdf> [Art 162]
53. *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act*, <http://web.ita.doc.gov/tacgi/eamain.nsf/6e1600e39721316c852570ab0056f719/53018ab5e2d8426a852573940049684c?OpenDocument> [Div C, Title XXI, Sec 3103]
54. Free Trade Area of the Americas, *Third Draft Agreement*, 21 November 2003, Chapter on Intellectual Property Rights, http://www.ftaa-alca.org/ftaadraft03/chapterxx_e.asp. La position de négociation des  tats-Unis   partir de 2001 : http://www.iatp.org/files/Public_Summary_of_US_Position.htm.
55. *North America Free Trade Agreement*, Chapter 17, Intellectual Property. <https://www.nafta-sec-alena.org/Home/Legal-Texts/North-American-Free-Trade-Agreement?mvid=1&secid=b6e715c1-ec07-4c96-b18e-d762b2ebe511> [Art 1701.2 and Annexe 1701.3]
56. Conclu entre l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le P rou, Singapour, les  tats-Unis et le Vietnam.
57. *Trans Pacific Partnership*, https://www.mfat.govt.nz/assets/_securedfiles/Trans-Pacific-Partnership/Text/18.-Intellectual-Property.pdf [Art 18.7, 18.16 and 18.37]
58. *US-Caribbean Trade Partnership Act of 2000*. <https://www.cbp.gov/trade/priority-issues/trade-agreements/special-trade-legislation/caribbean-basin-initiative/cbtpa> [Sec B.211.5.b.ii]
59. *US-Chile Free Trade Agreement*, 2003 <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/chile-fta/final-text> [Art 17.1 and 17.9]
60. *US-Colombia Trade Promotion Agreement*, sign e le 27 f evrier 2006 : http://www.sice.oas.org/TPD/AND_USA/col_usa_e.asp [Chapitre 16, Art]
61. *US-Dominican Republic-Central America Free Trade Agreement*, 2004, <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/cafta-dr-dominican-republic-central-america-fta/final-text> [Chapitre 15, Art 15.1 et 15.9]
62. *Agreement between the Government of the United States of America and the Government of Ecuador Concerning the Protection and Enforcement of Intellectual Property Rights*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=384 [Art 6.1(c)]
63. *Agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Nicaragua Concerning Protection of Intellectual Property Rights*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=392 [Art 1.2 and Art 7.2]
64. *US-Panama Free Trade Agreement*, draft of December 2006. http://www.sice.oas.org/TPD/PAN_USA/PAN_USA_e.asp [Art 15.3 and 15.9.2]
65. *US-Peru Trade Promotion Agreement*, draft of 6 January 2006 (subject to legal review), Articles 16.1.2, 16.1.3 et 16.9.2. http://www.sice.oas.org/TPD/AND_USA/per_usa_e.asp
66. *Memorandum of Understanding between the Government of the United States of America and the Government of Trinidad and Tobago Concerning Protection of Intellectual Property Rights*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=395 [Art 1.2]

67. *Single working document on the intellectual property chapter of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) free trade agreement*, 15 octobre 2015, <http://keionline.org/node/2472> [Art. 1.7.2 and 5.19] Les pays concernés par le RCEP sont : Aotearoa/Nouvelle-Zélande, Australie, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Birmanie, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam.
68. *EFTA-Hong Kong China Free Trade Agreement*, 21 juin 2011, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/hong-kong> [Annexe XII, Art 2]
69. *Free Trade Agreement between the EFTA States and the Republic of Korea*, 15 décembre 2005, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/korea> [Annexe XIII, Article 2(a)]
70. *EFTA-Philippines Free Trade Agreement*, 28 April 2015, Annexe XVIII referred to in Article 8, Protection of Intellectual Property, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/philippines/annexes/Annex-XVIII-%20Intellectual-Property-Rights.pdf> [Art. 7]
71. *Partnership Agreement between the African, Caribbean and Pacific States and the European Community and its Member States*, CE/TFN/GEN/23-OR, ACP/00/0371/00, 8.2.00. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=27 [Art 45]
72. Association des Nations de l'Asie du Sud-Est: Brunei, Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.
73. *Cooperation Agreement between the European Community and the People's Republic of Bangladesh on partnership and development*, OJ C143, 21 Mai 1999. [Art 4.5] *Cooperation Agreement between the European Community and the People's Republic of Bangladesh on partnership and development*, Official Journal L 118, 27/04/2001 P. 0048 – 0056. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=407
74. Textes pertinents disponibles sur le site de [bilaterals.org](http://www.bilaterals.org/?-eu-ftas&lang=fr): <http://www.bilaterals.org/?-eu-ftas&lang=fr>
75. *Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea, on the other hand*, Brussels, 30 mars 2001, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32001D0248>, Artículo 9 y Anexo, Article 9 et Annexe 1.
76. *Free Trade Agreement between the European Union and its Member States, of the one part, and the Republic of Korea, of the other part*, 6 octobre 2010, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32012D0488> [Art 10.39]
77. Iles Cook, Fidji, Kiribati, Iles Marshall, Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Iles Solomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.
78. *Free Trade Agreement between the European Union and the Republic of Singapore*, 20 septembre 2013, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/september/tradoc_151761.pdf [Chpt 11, Art 11.35]
79. *Council Decision of 27 March 1995 concerning the conclusion of the Cooperation Agreement between the European Community and the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka on Partnership and Development*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=808 [Art 8.1.a]
80. *EU-Vietnam Free Trade Agreement*, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2016/february/tradoc_154223.%20institutional%20-%20Gls%206.5a3%206.11wg%20rev2%20-%20for%20publication.pdf [Ch. 12, Art 11]
81. *Agreement between Japan and Brunei Darussalam for an Economic Partnership*, 16 juin 2007, <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/brunei/epa0706/agreement.pdf> [Art 97c]
82. *Agreement between the Government of Japan and the Government of Malaysia for a Free Trade Agreement*, décembre 2005, <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/malaysia/epa/content.pdf> [Art 123]
83. *Japan-Thailand Economic Partnership Agreement*, signé le 3 avril 2007, <http://www.mofa.go.jp/policy/economy/fta/thailand.html> [Art 135.1 and 130.3] Une annexe signée par les deux gouvernements tente de "clarifier" que l'Art. 130.3 n'oblige aucune des parties à breveter les microorganismes existant naturellement et leurs composants. Voir <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/thailand/epa0704/letter.pdf>
84. *Agreement between Japan and Indonesia for an Economic Partnership*, signé le 20 août 2007. <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/indonesia/epa0708/agreement.pdf> [Art 106.3 et 116]
85. *Agreement between Japan and the Socialist Republic of Viet Nam for an Economic Partnership*, 25 décembre 2008, <http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/vietnam/epa0812/agreement.pdf> [Art 90]
86. *Single working document on the intellectual property chapter of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) free trade agreement*, 15 octobre 2015, <http://keionline.org/node/2472> [Art. 1.7.2 et 5.19] Les pays qui négocient RCEP sont : Aotearoa/Nouvelle Zélande, Australe, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Viêt-Nam.
87. *Single working document on the intellectual property chapter of the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) free trade agreement*, 15 octobre 2015, <http://keionline.org/node/2472> [Art. 1.7.2 et 5.19] Les pays qui négocient le RCEP sont : Aotearoa/Nouvelle-Zélande, Australie, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Birmanie, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Viêt-Nam.

88. *Free trade agreement between the Swiss Confederation and the People's Republic of China*, 6 juillet 2013, download=NHZLpZeg7t,Inp6I0NTU042I2Z6lnIacy4Zn4Z2qZpnO2Yuq2Z6gpJCMdn59e2ym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A---. [Ar.11.10]
89. *Free trade agreement between the Swiss Confederation and the People's Republic of China*, 6 juillet 2013, Annexe IX, Plant Variety Protection, http://www.bag.admin.ch/themen/internationales/11287/15223/index.html?lang=de&download=NHZLpZeg7t,Inp6I0NTU042I2Z6lnIacy4Zn4Z2qZpnO2Yuq2Z6gpJCMdn59e2ym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A--.
90. *Abkommen zwischen dem Schweizerischen Bundesrat und der Sozialistischen Republik Vietnam über den Schutz des geistigen Eigentums und über die Zusammenarbeit auf dem Gebiet des geistigen Eigentums*. <http://www.admin.ch/ch/d/ff/2000/1521.pdf> [Art 2 et Annexe 1]
91. *Trans Pacific Partnership*, https://www.mfat.govt.nz/assets/_securedfiles/Trans-Pacific-Partnership/Text/18.-Intellectual-Property.pdf [Art 18.7, 18.16 et 18.37]
92. *Agreement between the United States of America and the Kingdom of Cambodia on Trade Relations and Intellectual Property Rights Protection*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=387 [Art XI.1]
93. *Free trade agreement between the United States of America and the Republic of Korea*, 30 juin 2007, http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/agreements/fta/korus/asset_upload_file273_12717.pdf [Art 18.1.3 et 18.8].
94. *Record of Understanding on Intellectual Property Rights*. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=388 [Sec. B.6]
95. *Agreement between the United States of America and the Lao People's Democratic Republic on Trade Relations*, http://www.bilaterals.org/IMG/pdf/US-LA_FTA.pdf [Art 13 et 18]
96. *Agreement on Trade Relations between the Government of the United States of America and the Government of the Mongolian People's Republic*. http://www.wipo.int/wipolex/en/other_treaties/text.jsp?file_id=242363. [Art 9(c)i]
97. *US-Singapore Free Trade Agreement*, mai 2003. https://ustr.gov/sites/default/files/uploads/agreements/fta/singapore/asset_upload_file708_4036.pdf [Art 16.1 et Art 16.7]
98. *Agreement on the Protection and Enforcement of Intellectual Property Rights between the United States of America and the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*. <http://www.wipo.int/wipolex/en/details.jsp?id=12589> [Sec 2c]
99. *Agreement between the United States of America and the Socialist Republic of Vietnam on Trade Relations*. <http://usembassy.state.gov/vietnam/www/bta.html> [Chpt II: Art 1.3 et Art 7.2(c)]
100. *Free Trade Agreement between the EFTA States and Bosnia and Herzegovina*, 24 juin 2013, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/bosnia-and-herzegovina> [Annexe VII, Art 2.3.d]
101. *Free Trade Agreement between the EFTA States and the Republic of Macedonia*, <http://www.efta.int/media/documents/legal-texts/free-trade-relations/macedonia/EFTA-Macedonia%20Free%20Trade%20Agreement.pdf>, [Annexe V, Art 2.2 et 2.3]
102. *Free Trade Agreement between the EFTA States and Montenegro*, 14 novembre 2011, [ht http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/montenegro](http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/montenegro) [Annexe 6, Art 2.1.3.d]
103. *Free Trade Agreement between the EFTA States and the Republic of Serbia*, 17 December 2009, <http://www.efta.int/free-trade/free-trade-agreements/serbia> [Annexe VI, Art 2.3.d]
104. *Stabilisation and Association Agreement between the European Communities and their Member States, of the one part, and the former Yugoslav Republic of Macedonia, of the other part*, 1 mai 2004, [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:22004A0320\(03\)&rid=1](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:22004A0320(03)&rid=1) [Art 71.3]
105. *Association agreement between the European Union and the European Atomic Energy Community and their Member States, of the one part, and the Republic of Moldova, of the other part*, 27 juin 2014, [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A22014A0830\(01\)](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A22014A0830(01)) [Art 317]